



> SECONDE PHASE DU PROGRAMME DE RECHERCHE EUROPEEN

Itea 2, l'embarqué rempile

Regroupant de grands industriels, des PME et des Etats, Itea entend renforcer l'effort européen en matière de R&D logicielle pour les systèmes embarqués.

DR

Gérard Roucairol, vice-président du programme Itea : « Il faut maintenir le leadership des Européens dans des secteurs où le logiciel est prépondérant. »



Né dans le giron de l'initiative européenne Euréka, le programme de recherche Itea, centré sur l'informatique embarquée, entre dans sa seconde phase. Le premier round de huit ans s'achève sur la réalisation de 85 projets sur des thèmes comme le foyer numérisé, l'entreprise communicante, le nomadisme, les infrastructures et services de base, ainsi que les outils et méthodologies (60 % des efforts pour ces

deux derniers thèmes), pour un total de 10 000 hommes-ans. Précurseur des pôles de compétitivité, Itea regroupe de grands industriels (Airbus, Alcatel, Bull, Nokia, Philips, Thomson...), des PME et les Etats, qui participent aux financements à hauteur de 30 %. Lancée officiellement en fin de semaine dernière, la phase 2 du programme vise à « doubler l'effort global, afin de maintenir le leadership des Européens dans des sec-

teurs où le logiciel est prépondérant », selon Gérard Roucairol, vice-président du programme et directeur scientifique de Bull.

Le secteur de l'automobile porteur d'investissements

Au cours de cette nouvelle période de huit ans, l'accent devrait être mis non plus sur les projets d'infrastructure ou méthodologiques, mais sur les applications dans l'industrie. A l'image de Shops, une plate-forme de régulation et de paiement des services énergétiques proposée aux particuliers sur téléphone mobile, un projet piloté par Schneider Electric qui s'inscrit dans le mouvement de privatisation de l'énergie. Autre secteur dont Itea attend beaucoup, l'automobile. « Ce sera le premier investisseur en R&D logicielle en 2015 », explique Gérard Roucairol, citant une étude commandée à l'Idate et à TNO. Une manne de plus de 45 milliards d'euros au niveau mondial, contre 17 en 2002. ■ R. F